



RENCONTRE AVEC LE MINISTRE DÉLÉGUÉ À L'INDUSTRIE

La semaine dernière, dans un entretien accordé à la presse, le Premier ministre Michel BARNIER a annoncé son intention de créer une task force pour proposer des solutions aux conséquences sociales des défaillances des entreprises.

A **FO**, nous saluons toute initiative visant à résoudre ce type de situation. Cependant, nous pensons qu'anticiper et prévenir les problèmes revient déjà à y apporter une réponse efficace.

Hier, lundi 18 novembre, lors d'une visite de nos usines de St Eloi à Toulouse, le ministre délégué à l'industrie Marc FERRACCI a reçu une délégation dont faisait partie votre syndicat **FO** Airbus Groupe.

Malgré un entretien court, nous avons saisi l'occasion d'exprimer au ministre, et indirectement au gouvernement, nos inquiétudes et revendications sur plusieurs sujets majeurs.

Nous avons d'abord souligné que notre industrie traverse une période de transition profonde.

Transitions écologique et technique pour lesquelles nous avons insisté sur la nécessité de maintenir un haut niveau d'investissement dans les moyens de production, ainsi que dans les budgets de recherche et de développement, et ce pour répondre aux enjeux à venir.

Transitions sociétale et politique avec le constat d'une tendance généralisée au repli sur soi à l'instar des Etats-Unis, ou de grandes puissances économiques européennes. Cette évolution représente un risque pour nos activités qui se positionnent au niveau mondial, qu'il s'agisse de commerce (achats, ventes) ou de notre modèle industriel. Nous avons demandé au ministre des dispositifs de protection robustes pour préserver l'ensemble de notre industrie, face à cette recomposition du modèle économique.



Nous avons ensuite abordé la question du soutien urgent à notre supply chain, prise en étau entre le remboursement des Prêts Garantis par l'Etat (PGE) accordé durant la crise sanitaire, et la nécessité d'investir pour répondre aux augmentations des cadences de production.

Ces mesures de soutien peuvent se trouver dans les sujets comme la formation (pour disposer des compétences nécessaires), la fiscalité, l'investissement d'Etat conditionné...

Nous avons également demandé au ministre que ces dispositifs ne constituent pas le seul levier d'action. L'Etat doit inciter les grands donneurs d'ordres à mieux assumer leur responsabilité dans le renforcement de la solidité de leurs fournisseurs. A titre d'exemple, les discussions entre Airbus Atlantic et Mecachrome prévoient une revalorisation des contrats en tenant compte de l'inflation ainsi qu'un engagement sur le long terme de la part d'Airbus. Ces décisions permettront à Mecachrome non seulement d'investir pour son développement mais surtout de garantir à ses salariés des emplois stables et rémunérateurs, essentiels au renforcement de l'attractivité et à la pérennisation de la filière.

Pour conclure, nous avons interpellé le ministre sur les grandes restructurations dans les secteurs du spatial et de la défense, domaine historique d'excellence française.

Au-delà des enjeux sociaux, pour lesquels il est impératif que le dialogue social permette d'apporter des solutions responsables pour chaque salarié concerné chez Airbus Defence and Space, nous avons demandé à l'Etat de clarifier sa stratégie pour ces activités qui, selon **FO**, touchent directement à notre souveraineté et notre sécurité nationale. Cette question est d'autant plus cruciale dans un contexte où tous les grands blocs économiques renforcent leurs positions dans ces domaines.

Et bien que cette problématique s'inscrive aussi au niveau européen, il reste essentiel que chacun des acteurs adopte une attitude responsable, et que la France défende âprement les intérêts de son excellence dans ces domaines.

